

Bruxelles, le 2.7.2020
C(2020) 4596 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 2.7.2020

**relative au financement d'une mesure individuelle en faveur de la République de Côte
d'Ivoire**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 2.7.2020

relative au financement d'une mesure individuelle en faveur de la République de Côte d'Ivoire

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323², et notamment son article 24,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre d'une mesure individuelle en faveur de la République de Côte d'Ivoire, il y a lieu d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046³, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877, établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE⁴.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la période 2014-2020⁵, revu à mi-parcours en 2018⁶, qui établit les priorités suivantes: (i) le renforcement de

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 307 du 3.12.2018, p. 1.

³ Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 (JO L 193 du 30.7.2018, p. 1).

⁴ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁵ Décision de la Commission C(2014)3586 du 3.6.2014 relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la Côte d'Ivoire.

⁶ Décision de la Commission C(2018) 3723 du 14.6.2018 modifiant les programmes indicatifs nationaux entre l'Union européenne et, respectivement, l'Angola, la République du Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, la République du Cap-Vert, l'Union des Comores, la République de Côte d'Ivoire, la République de Djibouti, la République dominicaine, l'État d'Érythrée, l'Éthiopie, la République gabonaise, la République de Guinée, la République de la Guinée-Bissau, la Jamaïque, le Royaume de Lesotho, la République de Madagascar, la République du Mali, la République islamique de Mauritanie, la République du Mozambique, la République du Niger, la République fédérale du Nigeria, l'État indépendant de Papouasie – Nouvelle Guinée, la République du Congo, la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe, les Îles Salomon, la Tanzanie, l'Ouganda, la République de Zambie, et les programmes indicatifs régionaux entre l'Union européenne et, respectivement, l'Afrique orientale et australe et l'océan Indien, le Cariforum, la région du Pacifique, l'Afrique de l'Ouest et la région de l'Afrique centrale pour la période 2014-2020 (réexamen à mi-parcours).

l'État et la consolidation de la paix, (ii) l'agriculture et la sécurité alimentaire et (iii) l'énergie.

- (4) Les objectifs poursuivis par la mesure à financer au titre de l'accord interne relatif au 11^e Fonds européen de développement (FED)⁷ (ci-après l'« accord interne ») consistent à soutenir la réponse à la crise sanitaire liée à la pandémie du COVID-19 et à ses impacts.
- (5) L'action intitulée « Soutien à la Côte d'Ivoire dans la lutte contre la propagation du COVID-19 » vise à améliorer le contrôle de la propagation du virus, sensibiliser la population, soutenir les personnes les plus vulnérables, accroître les capacités d'accueil et de traitement des malades du COVID-19, ainsi qu'à renforcer les capacités de gestion de la crise.
- (6) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions applicable en vertu de l'article 32 du règlement (UE) 2018/1877.
- (7) Il convient que la Commission autorise l'éligibilité des coûts à partir d'une date antérieure à celle de la présentation de la demande de subvention, elle-même antérieure à la date d'adoption de la présente décision, pour des motifs d'extrême urgence dans le cadre d'aides à la gestion des crises ou dans d'autres situations d'urgence exceptionnelles et dûment motivées, pour lesquelles un engagement précoce de l'Union revêtirait une importance essentielle.
- (8) Conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2018/1877, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre du programme.
- (9) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877.
- (10) À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877 et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicables en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877, avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (11) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, et de l'article 25 du règlement (UE) 2018/1877.
- (12) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877.

⁷ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 210 du 6.8.2013, p. 1).

- (13) Les mesures prévues par la présente décision ne relèvent pas des catégories de mesures pour lesquelles l'avis préalable du comité est requis. Il convient de soumettre les mesures pour avis au comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne dans le délai d'un mois suivant l'adoption de la présente décision.

DÉCIDE:

Article premier

La mesure

La décision de financement relative au financement d'une mesure individuelle en faveur de la République de Côte d'Ivoire, telle qu'elle figure en annexe est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante :

- « Soutien à la Côte d'Ivoire dans la lutte contre la propagation du COVID-19 », figurant en annexe.

Article 2

Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure pour 2020 est fixé à 2 350 000 EUR, à financer par le 11^e Fonds européen de développement.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées en annexe, peut être confiée aux entités sélectionnées conformément aux critères fixés au point 5.3.3 de ladite annexe.

Article 4

Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Article 5
Subventions / Marchés publics

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions aux organismes sélectionnés conformément au point 5.3 de l'annexe.

Les coûts antérieurs à la présentation des demandes de subvention, laquelle est antérieure à la date d'adoption de la présente décision, sont éligibles à partir des dates indiquées dans l'annexe.

Fait à Bruxelles, le 2.7.2020

Par la Commission
Koen Doens
Directeur général
Direction générale de la coopération
internationale et du développement